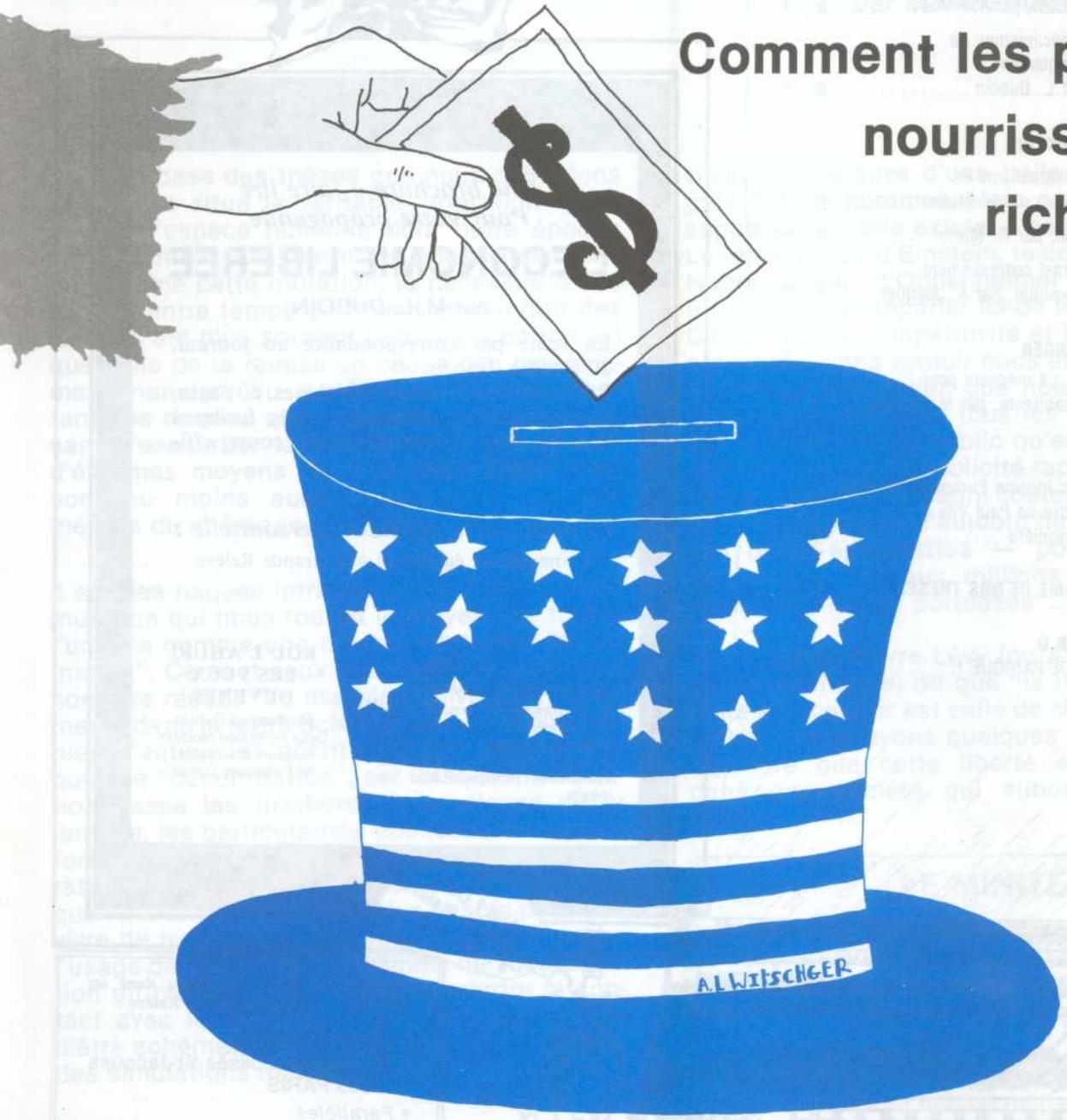
N 1669 - N° 858 - 10 F - JUILLET 1987 - ISSN 0398-2076

LA RELÈVE Grande

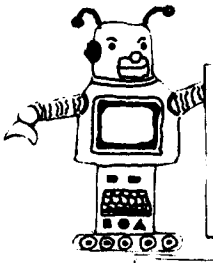
DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Comment les pauvres nourrissent les riches (voir p. 6)



M 1669 - 858 - 10,00 F
3791669010000 08580



La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France..... 80,00 FF
Soutien..... 120,00 FF
Etranger..... 105,00 FF

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE
BP 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"

SOMMAIRE

■ **ACTUALITÉ**

Editorial : une époque à hauts risques, par M.L. Duboin ..... p. 3

Le déclin de l'empire américain, par A. Prime ..... p. 4

Les mécanismes de l'étranglement par M.L. Duboin ..... p. 6

■ **REFLEXION**

L'individualisme en question, par H. Muller ..... p. 7

Travail, par R. Marlin ..... p. 9

L'éternel redressement économique, par A. Jacquel ... p. 11

■ **ETRANGER**

Cuba : 1 médecin pour 500 habitants, par M. Duquay .. p 12

■ **BIEN**

(Basic Income European Network)
La lettre de Paul Vila à G. Fragnière ..... p 13

■ **RESUME DE NOS THESES**..... p. 15

■ **et la B.D.**
PAS DE PANIQUE !..... p. 16

Une brochure à faire lire
Pour votre propagande

L'ECONOMIE LIBEREE

par M.-L. DUBOIN

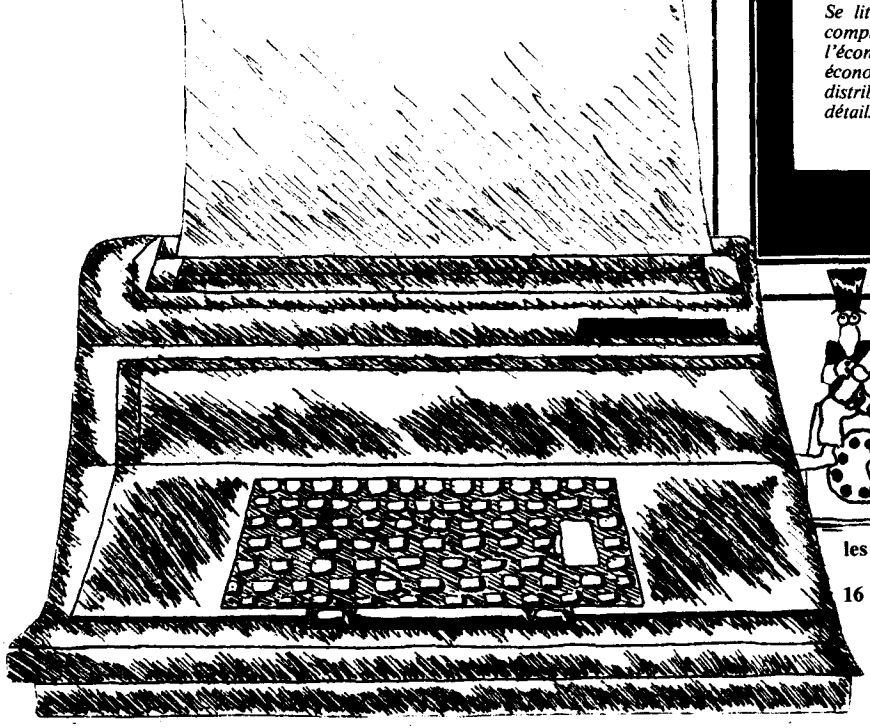
En vente par correspondance au journal, 20 F pièce, franco.
Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

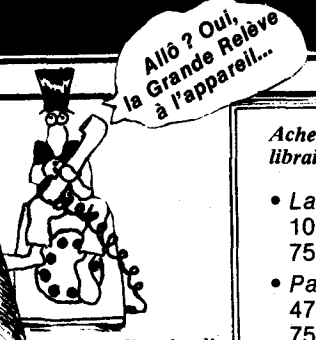
Et pour votre réflexion personnelle :

à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par M.-L. Duboin
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.

KOU L'AHURI LES YEUX OUVERTS
par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes toujours d'actualité.
60 F chacune franco





les mardi et jeudi après-midi
16 (1) 30 71 58 04

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*
  10, rue des Fossés St-Jacques
  75005 PARIS
- *Parallèles*
  47, rue Saint-Honoré
  75001 PARIS

PRESENTATION GRAPHIQUE : *A.L. WITSCHGER*

UNE ÉPOQUE A HAUTS RISQUES

par Marie-Louise DUBOIN

A la base des thèses que nous défendons se situe la véritable "mutation" pour l'espèce humaine dont notre époque est le témoin. Or, parmi les bouleversements qu'entraîne cette mutation, la nécessité d'une rupture entre temps de travail et montant des revenus est plus souvent perçue (— enfin ! —) que celle de la remise en cause des mécanismes financiers du système capitaliste. Pourtant, les risques que nous encourons en laissant s'exacerber la loi du profit quand tant d'énormes moyens sont devenus disponibles sont au moins aussi redoutables que les méfaits du chômage.

Il est des risques intrinsèquement liés à cette mutation qui nous fournit le moyen "de traiter l'univers comme une machine à traiter l'information". Ce sont ceux que décrit P. Lévy dans son livre récent "La machine univers (1)" commenté dans la lettre Science-Culture d'avril dernier. L'auteur les décrit en trois classes : risques de "déculturation", car lorsque l'information passe les frontières à la vitesse de la lumière, les particularités ancestrales risquent fort d'être estompées ; risques de "désincorporation", qu'on pourrait schématiser en disant que l'homme, lorsqu'il n'a plus besoin pour survivre de travailler de ses mains, tend à perdre l'usage de ses muscles ; risques de "déréalisation du monde", c'est-à-dire de perdre le contact avec le réel quand tout est susceptible d'être schématisé par l'esprit et interprété par des simulations mathématiques.

La réaction de l'auteur est de faire confiance "aux hommes de science les plus avancés" pour "subordonner le développement du savoir à l'éthique de la survie de l'espèce".

C'est faire preuve d'une belle foi dans l'intégrité de ces hommes. Mais cette intégrité, en supposant qu'elle existe, n'est pas suffisante. Le témoignage d'Einstein, le comportement de Nobel ou celui d'Oppenheimer sont éloquents. Et pour ne pas reparler ici de tous les "Amoco Cadiz" que la compétitivité et l'appât du profit ont armés, sans vouloir nous étendre sur l'abêtissement des foules que nous préparent les dollars investis dans tous les Disneylands, ni sur la passivité du public qu'entretiennent les médias afin que la publicité rapporte gros, songeons seulement, parmi toutes les merveilles dont la médecine d'aujourd'hui est capable, à ces bébés-éprouvettes — pourquoi pas sur mesure ? — et aux millions à gagner qu'y voient les "mères porteuses"...

Alors quand Pierre Lévy (ou Armand Petitjean qui le commente) dit que "la liberté qu'il nous reste à conquérir est celle de choisir nos possibilités", nous avons quelques arguments pour répondre que cette liberté est inaccessible dans une société qui subordonne l'être à l'avoir.

LE MINITEL

Notre minitel est le "mini" tel que le système économique-financier le veut. C'est-à-dire un minitel pour la mini-culture, pour la monoculture qui endort les peuples.
C'est le minitel du mini de l'essentiel et du maxi pour l'accessoire.
Choisissez bien le minitel qui vous instruit.
Servez-vous du minitel de l'essentiel :

LA GRANDE RELEVE
36-15 — ALAB

A. CHANTRAINE

LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN

par André PRIME

Ce n'est pas, vous vous en doutez, du film de D. ARCAND que nous voulons vous entretenir, mais de l'empire U.S.A., et corollairement, de "l'acteur" qui le dirige depuis bientôt 7 ans et qui porte, pour une part déterminante, la responsabilité de ce déclin : Ronald REAGAN que l'histoire retiendra comme un comédien de seconde zone, aussi bien sur la scène politique qu'à l'écran, jadis.

Les événements nous donnent raison une fois de plus, mais on n'y a pas grand mérite quand on possède la "clef" de l'économie distributive : dès janvier 1985, dans un article "America, America", nous interprétions à notre façon le défi lancé par Reagan le soir de sa réélection : "vous n'avez encore rien vu". Nous prédisions l'échec de sa politique, et depuis, "on a bien vu". Nous lui concédions une seule "vertu" : celle d'être l'homme efficace du lobby militaro-industriel, qui a fait passer, en quelques années, la part du budget de l'armée de 5 à 9 % du P.N.B.

C'est sa politique économique — monétarisme et ultra-libéralisme (les fameux "reaganomics') — conjuguée avec l'augmentation du budget militaire, qui est la cause profonde du déclin de l'empire américain. Sans cela, les U.S.A. auraient très probablement vécu "la crise" comme les sociétés capitalistes industrialisées, sans plus. On a trop tendance à oublier que pendant les 2 premières années du règne Reagan, l'Amérique a connu une récession impressionnante, la production chutant de plus de 10 %, alors qu'elle tournait autour d'une croissance 0 chez ses partenaires et — 1, + 1,5, + 2, + 4 à 6 au Japon.

Par la suite, d'une part la baisse généralisée des impôts — compensée par des emprunts massifs (dont nous verrons plus loin les effets pernicieux à moyen terme) — et celle des prestations sociales et, d'autre part, les retombées en chaîne de la manne militaire ont permis une relance de l'économie. La croissance atteignit des sommets dépassant 10 %, par exemple, au 1er trimestre 1984.

Tous en chœur, aux Etats-Unis comme dans le monde capitaliste, crièrent au miracle du libéralisme ; le cow-boy fut encensé à l'égal d'un dieu, et on ne pensa plus qu'à imiter l'Amérique (1). Las, il fallut vite déchanter, car le miracle ne dura guère : dès le 3e trimestre 1984, la croissance retombait à 1,9 %. Malgré cela, les pronostics s'accrochaient désespérément à une croissance d'au moins 4 %.

Mais les faits têtus (l'effet boomerang) ne donnaient que 2 %, 2,50 au mieux.

En réalité, Reagan avait opéré un virage à 180°, jamais reconnu officiellement bien sûr : Friedman limogé, on faisant du Keynésianisme à grande échelle. N'est-ce pas, en effet, un curieux libéralisme, que de soutenir l'économie à coups de budgets militaires insensés, l'agriculture (primes pour gel des terres (2) et pour l'exportation), les banques en faillite (Continental Illinois : 4,5 milliards de dollars), pour aboutir enfin au protectionnisme.

Les yeux les plus clairvoyants s'ouvrirent enfin. A l'étranger, on cessa de faire référence au modèle américain. Des événements importants mais non déterminants (majorité démocrate au Sénat, Irangate), achevèrent de déboulonner la statue du commandeur. Reagan apparut comme un incapable, un menteur, ce qu'il avait toujours été. Mais "oculos habent et non videbunt"...

Que s'était-il donc passé ?

• *Conséquence de la politique de Reagan sur le déficit budgétaire.*

La baisse des impôts (démagogie qui satisfait le plus grand nombre), les fabuleuses dépenses d'armement, les soutiens de tous ordres ont conduit l'Etat U.S. à emprunter au-delà de toute mesure raisonnable : le déficit budgétaire a été multiplié, comparé à 1980, par 3,5, oscillant autour de 200 milliards l'an. Pour attirer les capitaux, les taux d'intérêt ont monté. L'épargne américaine étant suffisante pour couvrir les besoins, les capitaux étrangers se sont précipités — 100 milliards de dollars par an — pour souscrire aux juteux emprunts US : 5 % de rendement net, cela vaut mieux que d'investir dans l'économie de son pays, avec les efforts et les risques que cela comporte. D'où un "manque" dans les pays industrialisés pour lutter contre la crise.

• *Conséquence sur le déficit extérieur*

Le dollar, très recherché, doubla de valeur en 4 ans, atteignant 11 francs à Paris en février 1985. Mais, à nouveau, effet boomerang désastreux pour l'industrie des Etats-Unis : les exportations chutent, les produits étrangers envahissent l'Amérique, notamment les produits japonais et sud-asiatiques (25 % des voitures achetées par les Américains sont japonaises ; pour la 1re fois, en 1986, la balance commerciale US en électronique est déficitaire en faveur des Japonais (3).

Là encore, les effets sont rapides : de 28 milliards de dollars en 1981, le déficit extérieur passe à 69 en 83, 128 en 84, 148 en 85 et 170 en 1986 (donc nettement en hausse malgré l'accord des "cinq" du 22 septembre 85 à New-York pour faire baisser autoritairement le dollar). Notons que pour l'Amérique le déficit extérieur est moins grave que le déficit budgétaire : il lui suffit — Bretton Woods ayant fait le dollar Roi — de faire mar-

cher la "planche à dollars". Facile. Mais quelles conséquences au niveau mondial ? Une masse de dollars, sans contrepartie marchandise, est jetée sur le marché et "se balade", suscitant et alimentant une fantastique mutation : la puissance ne procède plus de la capacité de produire des biens, mais des flux financiers. Les bourses flambent alors que les économies sont "en crise". *Irréel. "L'économie financière n'est plus du tout le simple reflet de l'économie physique. La première a désormais sa vie propre, déconnectée du réel ; elle prend chaque jour une importance grandissante. Les échanges internationaux de capitaux* représentent aujourd'hui 10 fois le volume des échanges de marchandises...

Depuis 3 ou 4 ans, l'argent placé sur les divers marchés des capitaux rapporte bien plus que les fonds investis dans l'industrie ou le commerce. Logiquement les entreprises préfèrent placer leur trésorerie plutôt que d'investir, et les liquidités abondantes — conséquence du sous-investissement industriel — alimentent la hausse des marchés financiers, laquelle attire encore plus de capitaux... Situation absurde d'un système qui finit pratiquement par tourner en circuit fermé". (Olivier Drouin — L'événement).

L'humour grinçant de J. Kenneth Galbraith résume la situation d'une phrase lapidaire : "La surprise-partie de Wall Street pourrait bien se terminer dans un bain de sang comparable à celui de 1929".

*
* *

Tels sont les effets boomerang pour l'économie telle que l'avaient conçue Reagan et ses conseillers dans l'euphorie de la victoire il y a quelque 7 ans. Les temps ont bien changé. La dette de l'Etat US est colossale : 2 000 milliards de dollars. En 1986, les intérêts de la dette représentent 14 % du budget.

L'endettement privé ne vaut guère mieux (la période d'euphorie ayant conduit à des emprunts imprudents) : 5 000 milliards de dollars soit globalement — Etat + privé — 7 000 milliards : 20 mois du PNB !

Mais l'heure de vérité a sonné : faillites ou incapacité de rembourser. En 6 mois, augmentation de 35 % du nombre des foyers incapables de faire face à leurs dettes ; en 3 ans, les entreprises se sont endettées de 483 milliards supplémentaires d'où de nombreuses faillites (en 1986, on enregistre des chiffres jamais atteints depuis 1930) ; le tiers des fermiers sont ruinés et ne remboursent plus leurs emprunts ; d'où faillites en série de banques "agricoles".

Tels sont les glorieux résultats d'un dollar qui avait doublé de valeur : baisse de production des usines et invasions de produits étrangers (4), ruine des agriculteurs. Ce n'est pas la "concession" faite par les Européens de laisser pour 4 ans le champ libre en Espagne au maïs américain — afin de préserver entre autres la vente des alcools et fromages français — qui résoudra le problème ; non plus que les rodomontades contre l'Airbus qui sauveront l'industrie américaine.

Devant le danger, les U.S.A. ont enfin réagi : gageons que ce n'est pas du cerveau "pois chiche" de Reagan — tout juste bon à monter de minables combines d'aide aux "contras" en vendant secrètement des armes... aux sataniques iraniens — qu'est sortie la solution. Avant tout, faire baisser le dollar. Depuis novembre 1985, il a chuté de 45 %. Mais n'est-il pas trop tard ? Nous avons vu que cette baisse autoritaire n'avait en rien modifié le déficit extérieur de 1986. Les Japonais sont solidement implantés aux U.S.A. qui absorbent — c'est vital pour eux — le tiers de leurs exportations. Les 170 milliards de déficit 1986 se répartissent ainsi : 59 pour le seul Japon, 26 avec la C.E.E., 23 avec le Canada, le reste essentiellement avec des pays sud-asiatiques.

Cependant les Japonais sont prudents : à terme un dollar à 6 francs (150 yens) est dangereux pour eux. En 1986, malgré un excédent record (5) dû surtout à l'appréciation du yen, les exportations ont chuté de 3 % en volume. Alerte ! Et elles ne sont maintenues qu'au prix d'un lourd sacrifice sur les marges : les automobiles par exemple, n'ont augmenté en dollars que de 14 %, quand il aurait fallu le triple pour maintenir les marges.

Alors les Japonais modifient leur stratégie (après avoir profité pendant 5 à 6 ans de l'erreur colossale de la politique Reagan) en envahissant les Etats-Unis de produits "Made in Japan". Désormais, ils s'implantent en investissant en Amérique : ils ont déjà investi 27 milliards de dollars dans des usines. En 1986, ils ont placé 80 milliards à Wall Street. Comme quoi les dollars issus de la "planche à dollars", comme nous le signalions plus haut, réapparaissent aux U.S.A...

Le Japon est devenu l'ennemi n° 1 pour l'économie américaine. Il possède à la fois la puissance industrielle, la puissance financière (sur les dix plus importantes banques mondiales, 7 sont japonaises) et la puissance dans la recherche et le développement (les U.S.A. sont en perte de vitesse : baisse des crédits de recherche, baisse des brevets...).

En outre, les Japonais ne sont pas naïfs. Devant le danger d'un dollar amputé de la moitié de sa valeur, ils évitent, comme ils le faisaient déjà du reste pour l'exportation de produits "Made in Japan", de mettre tous leurs œufs dans le même panier... américain en l'occurence. Ils font preuve d'une activité commerciale tous azimuts, "quasi diabolique" selon le mot de J.L. Lemarchand dans l'Express. Ils implantent ou achètent des usines en Europe. Si les débouchés U.S. se sont quelque peu réduits, en revanche, le déficit commercial Europe-Japon s'est creusé entre 85 et 86 : de 11 à 17 milliards de dollars. Or, il y a peu de chance de voir les Japonais s'ouvrir vraiment à nos produits : ils promettent, ils "étudient",... ils copient, ils sourient... mais pratiquent la politique de l'inertie.

Ainsi subissons-nous indirectement les méfaits de la politique Reagan.

L'Amérique est-elle condamnée au déclin ? Avec 250 millions d'habi-

tants, la plus formidable puissance militaire (l'I.D.S. en plus), l'Amérique consomme à elle seule le quart de l'énergie mondiale.

Reagan va sortir de l'histoire : les démocrates vont sans doute prendre le relais. Confrontés à l'héritage Reagan, ont-ils des projets à long terme, clairs, audacieux (6) ? La misérable aventure de G. Hart n'est guère encourageante : il a probablement été torpillé par les siens, non pas pour son histoire d'alcôve, mais parce qu'*il était jugé médiocre, "qu'il n'avait clairement pas l'étoffe du visionnaire qu'exigerait la période" (B. Guetta, Le Monde). Les managers sont jugés "bouffis, sans goût du risque, inefficaces, sans imagination" par Richard Darman, secrétaire-adjoint au Trésor. La compétitivité américaine n'a augmenté que de 0,7 % par an, entre 1969 et 1985, contre 2,3 % en Europe et 4 % au Japon.*

Stopper le déclin américain ? Peut-être. Mais qui, quand, comment ? Et si le déclin de l'empire américain sonnait enfin le glas du capitalisme ?

(1) Beryl Sprinkel déclarait péremptoirement en 1984 : "La vigueur du dollar ne fait que refléter celle de l'économie américaine qui s'épanouit". On est inquiet de savoir que c'est ce docte économiste qui dirige aujourd'hui le conseil économique du Président.

(2) En 1983, l'opération PIK permit de "geler" 37 millions d'hectares de terres labourables, soit 2 fois l'ensemble des terres labourables françaises !

(3) Excédentaire de 27 milliards de dollars en 1980, la balance commerciale de l'industrie électronique accuse un déficit de 2 milliards en 1986. Les Japonais contrôlent à ce jour 45 % du marché mondial (sur les 10 premiers fabricants mondiaux de semi-conducteurs, 6 sont japonais).

(4) Pour ne prendre qu'un exemple, les chaussures. En 1980, 50 % des chaussures consommées aux U.S.A. étaient étrangères ; à la fin de l'ère Reagan, 7 paires sur 10 le sont (Taïwan a livré 370 millions de paires en 1986, la Corée du Sud 140, le Brésil 99 et l'Italie 54).

(5) Excédent commercial japonais 1986 (année budgétaire se terminant en fait le 1er avril 1987) : 101 milliards de dollars contre 61 en 1985.

(6) B. Guetta écrit dans le Monde du 16 mai : "Les deux chambres... n'ont pas plus de réponses que le président aux grandes questions posées à l'Amérique par cette fin de siècle. L'ivresse des pays est un souvenir ; on ne parle plus que de défis japonais et sud-coréens, endettement, désindustrialisation, perte de compétitivité... L'Amérique tourne à vide".

LES MÉCANISMES L'ÉTRANGLEM

Nous aurons certainement l'occasion de reparler ici du règne abusif du dollar dans le commerce international (1) et des mécanismes capitalistes qui génèrent l'appauvrissement des pays pauvres au profit des pays riches. Mais voici un moyen simple, clairement exposé par F. Clairmonte et J. Cavanagh (2), pour comprendre comment les pays du Tiers-Monde sont écrasés par les prêts que leur "consentent" les banques :

Soit un pays qui emprunte 1 000 $ par an à une banque américaine, pendant dix ans. Le remboursement est prévu sur 20 ans et le taux d'intérêt est de 10 %.

La première année, ce pays rembourse 1/20e des 1 000 $ reçus, soit 50 $ et paie 10 % d'intérêts, soit 100 $. Il dispose donc de 850 $.

La seconde année, il reçoit à nouveau 1 000 $; le remboursement est 2 x 50 = 100 $ et les intérêts sont de 95 $, pour ce qui lui reste à rembourser du prêt de l'année précédente, plus 100 $ pour l'année en cours. Il dispose donc de 1000 — 100 — 95 — 100 = 705 $.

Les mêmes calculs pour les années suivantes donnent les résultats encadrés. Ils montrent que la 8e année, les 1 000 $ prêtés ne suffisent même plus à couvrir les sommes dues. La dixième année, le bilan négatif est tel que l'emprunteur doit ajouter 275 $ aux 1 000 qu'il reçoit. Les deux années suivantes, il ne reçoit plus rien mais doit verser 2 400 $. Il a alors pratiquement déboursé autant qu'il a reçu mais il se retrouve néanmoins avec une dette supérieure à la somme qu'il a empruntée !

Ce modèle simple montre bien les mécanismes capitalistes en général, et comment, en particulier, les pays du Tiers-Monde sont pris au piège. Mais en réalité, les choses sont bien pires pour ces pays, et ce pour au moins les trois raisons suivantes :

	Nouveau prêt	Service de la dette			Marge disponible
		Intérêt	Amortiss.	Total	
Année	(1) en $			(2) en $	(1) — (2)
1	1 000	100	50	150	850
2	1 000	195	100	295	705
3	1 000	285	150	435	565
4	1 000	370	200	570	430
5	1 000	450	250	700	300
6	1 000	525	399	825	175
7	1 000	595	350	945	55
8	1 000	660	400	1 060	— 60
9	1 000	720	450	1 170	— 170
10	1 000	775	500	1 275	— 275
11 à 29		5 285	7 250	13 075	— 13 075
TOTAL	10 000	10 500	10 000	20 500	— 10 500

300

DE
ENT

1) dans ce modèle, les taux d'intérêts sont supposés constants. En réalité, les taux américains ont doublé en moins de 18 mois à partir de l'automne 1979 et sont restés élevés, ce qui a ajouté des milliards de dollars à une charge déjà écrasante.

2) nous avons supposé que le prêt était constant, alors qu'en réalité les banques en ont baissé le niveau en 1981 quand elles ont réalisé que le Tiers-Monde ne serait jamais en mesure de payer ses dettes.

3) comme les pays du Tiers-Monde traînent à payer tant le capital que les intérêts, la somme due chaque année s'ajoute à la dette cumulée, et la vitesse de l'endettement s'accélère inexorablement.

C'est ainsi que 70 à 80 % des nouveaux prêts depuis 1979 ont été engloutis par le paiement des emprunts antérieurs : en 1981, pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, les pays du Tiers-Monde sont devenus exportateurs de capitaux : transfert net : 7 milliards $ en 1981, 56 en 1983 et 74 en 1985 ; par exemple l'exportation de capitaux de l'Amérique Latine a été multipliée par 85 entre 1981 et 1985. Et ceci ne tient pas compte des profits des sociétés transnationales basées dans le Tiers-Monde, ni des transferts de capitaux par ces sociétés : le chiffre atteindrait 230 à 240 milliards de dollars américains, ce qui est une somme égale à 4 fois le montant du Plan Marshall. Or, n'oublions pas que "l'aide" apportée sous ce nom a été remboursée avec intérêts aux Etats-Unis alors que ce tribut des nations pauvres aux nations riches ne sera pas remboursé !

M.-L. D.

(1) Voir "L'Economie Libérée", supplément à la Grande Relève, n° 840.
(2) Dans "IFDA", dossier 59, mai-juin 1987, page 42.

L'INDIVIDUALISME EN QUESTION

par Henri MULLER

Encensé plus que de raison au sein des professions indépendantes des milieux férus de libéralisme qui en ont fait leur totem, l'individualisme est loin de posséder les vertus qu'on lui prête sur le plan de l'efficacité et de la morale.

L'instinct grégaire fait partie de la nature humaine. De tous temps, les populations se sont groupées pour faire face aux périls menaçant leur existence. Malheur à l'homme seul ! Chacun a besoin des autres s'il veut pourvoir à son besoin. Régime tribal, corporations, système coopératif, syndicats ouvriers et patronaux, kyrielles d'associations témoignent de ce refus d'isolement de l'individu.

De nos jours, c'est aussi une certaine forme de solidarité qui s'exprime à travers les organisations non gouvernementales, la fiscalité et la parafiscalité, la copropriété, les assurances, la sécurité sociale et les mutuelles.

Fruit de la société de l'argent, l'individualisme traduit une altération de l'égoïsme. L'égoïsme conduit paradoxalement à l'entraide, au souci d'autrui, le bonheur étant de le donner aux autres, de se constituer un environnement sécurisant, incompatible avec l'aggravation des injustices, des passe-droits source de révolte, d'insécurité générale. L'individualisme débouche, au contraire, sur la compétition sauvage, sur la loi de la jungle, la mise à mort des concurrents.

Son efficacité sans cesse proclamée ? Un leurre si l'on tient compte du coût de la concurrence, de ses gaspillages, du parasitisme publicitaire, de la destruction des écosystèmes, des mille nuisances occasionnées par la course au profit : bruit, pollution, délinquance, escroqueries, guerres, névroses.

Sans doute l'individualisme a-t-il engendré quelques lots de fortunés mais à quel prix ? Un prix qu'ont payé de leur santé, de leurs privations, de leur sang, de leur vie, des millions de sacrifiés, de faillis piétinés au nom de l'efficacité financière. Le bilan de l'individualisme ? Deux milliards d'affamés dans le monde, des dictatures, des guerres sans fin, l'élimination des gêneurs, des lois, des codes tenant le citoyen en tutelle, une liberté cernée de mille interdits, l'incroyable conditionnement de l'opinion dans le respect des tabous.

L'homme a besoin de son semblable, non pour en exploiter le travail, les besoins, ses malheurs ou ses vices, comme le fait la société mercantile tirant argent de tout, mais pour que soit utilisé au mieux le travail accompli en commun au minimum d'efforts.

Incessants sont les conflits nés de la compétition qui met aux prises les candidats à l'accession d'un maximum de richesse, une compétition qui fait moins de vainqueurs que de vaincus vite oubliés, disparus dans la trappe de l'adversité. Prétendre que l'individualisme détermine les meilleures conditions d'existence ? Nos gens prennent leurs désirs pour des réalités. C'est le progrès technologique impulsé par le travail des chercheurs, la qualification de la main-d'œuvre, le niveau des équipements, l'abondance de l'énergie et la disponibilité des matières premières, qui constituent le principal facteur d'une production en expansion, alors que l'individualisme a pour effet d'en limiter la croissance afin de préserver le profit. Le profit, parfois destructeur, souvent amoral et injuste, fait feu de tout bois, tirant sur le salarié, sur le consommateur et le contribuable. Fraude, activités illici-

tes, pourvoient pareillement à sa formation ainsi que la spéculation, les guerres, les grandes catastrophes, les escroqueries.

La masse qui travaille pour un salaire n'est pas motivée par le profit. C'est le but, en revanche, des dirigeants des entreprises et des membres de leurs conseils qui s'en servent prioritairement pour couvrir leurs propres besoins et pour étendre leur pouvoir, source de la considération dont ils sont l'objet et à laquelle ils attachent le plus de prix. Peu de scientifiques, peu de techniciens parmi les financiers férus d'individualisme. La progression des quantités n'est pas le fait de ces derniers installés dans le parasitisme.

Des résultats semblables s'observent en régime socialiste où les réalisations apparaissent autrement gigantesques et les équipements de qualité comparable. Esclave du travail chacun, de part et d'autre, est tenu de collaborer à la production, soit sous la contrainte de la loi, soit en raison des nécessités de la vie.

La "prospérité" en Occident n'est qu'une prospérité de vitrine à laquelle ne participe qu'une petite minorité de fortunés. Elle laisse dans le besoin l'immense troupeau des malchanceux, des marginaux : chômeurs, déclassés, retraités au revenu dérisoire, faillis, saisis, accidentés, handicapés, veuves, femmes abandonnées, malades, victimes des guerres et des attentats, des vols et des escroqueries, expropriés, mal logés, migrants, sinistrés peu ou non indemnisés, familles des internés, contrevenants lourdement pénalisés, agriculteurs endettés, assez pour marquer au fer rouge un système condamné par son gaspillage, par son malthusianisme, par son inhumanité par son amoralité.

Au regard de cet ensemble de données, il n'est guère douteux que le rendement de l'appareil productif se révèle meilleur dans une économie planifiée que dans l'aire de la libre entreprise. Si les apparences semblent le démentir, c'est que tout un passif reste occulté : l'exploitation des populations du tiers-monde, le déchet, le coût des aventures coloniales, celui des guerres pour préserver l'accès aux matières premières et s'assurer une hégémonie, celui des destructions de toute nature pour combattre l'abondance, celui des nuisances, des charges mises au compte des Etats et payées par le contribuable, en particulier la formation, aux frais de la collectivité, des futurs travailleurs, charges évacuées des comptabilités des entreprises dites performantes.

Bref, nous vivons dans une société truquée, arnaqués à tout instant, sommés de nous dessaisir du fruit de notre propre travail pour que d'autres s'en gobergent à notre place.

Une économie communautaire à monnaie de consommation, distribuant les revenus au lieu de les former au gré des caprices de la circulation d'une masse monétaire donnée, saurait libérer chacun de l'insécurité, de la peur, moraliser les activités, reléguer l'individualisme au domaine du loisir, stopper les gaspillages, encourager l'abondance au lieu de la combattre.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

J. Fichou : 150 F ; Mme Buguet : 200 F ; P. Legrand : 20 F ; P. Iglesis : 20 F ; P. Pasche : 40 F ; F. Valette : 40 F ; Mme Wittwer : 200 F ; J.M. Martini : 40 F ; M. Torossian : 20 F ; P. Félix : 70 F ; P. Degano : 40 F ; G. Lecaille : 55 F ; J. Donadio : 50 F ; R. Collinet : 80 F ; D. Jourjon : 20 F ; G. Souche : 40 F ; G. Maurice : 40 F ; C. Tarle : 20 F ; H. Anquetil : 10 F ; R. Lahrer : 20 F ; A. Bruniaux : 40 F ; Mme Morel : 20 F ; Mme Theric : 55 F ; C. Galtier : 20 F ; M. Poncelin : 70 F ; H. Hesto : 120 F ; Mme Capeyron : 100 F ; Mme Lahens : 300 F.

Total : 1 900 F

MERCI A TOUS

T R

Lorsque nous affirmons que la quantité de travail qui permettrait d'assurer à tous un revenu social maximal diminue, nous employons revenu social maximal et travail dans un sens qu'il conviendrait de redéfinir.

Sans même prétendre et de loin épuiser ce seul sujet, nous nous limiterons aujourd'hui au mot travail.

Convenons que ce terme a pris au cours des siècles des sens si divers et si variés que nous devrions toujours le faire suivre d'au moins un qualificatif en vue de mieux nous expliquer. Ainsi Jacques Duboin avait-il été amené à toujours accoler au mot besoins le qualificatif solvables afin de mieux imposer cette évidence que la production capitaliste est uniquement orientée vers la satisfaction d'une demande bien particulière, celle pourvue de moyens d'achat, à l'exclusion de toutes les autres.

Commençons donc par exclure de notre affirmation liminaire tout ce qui a trait au travail autre que le salarié ou oligé. Toute occupation choisie s'apparente à une distraction, un loisir ou au bricolage, elle n'est pas destinée à satisfaire un besoin vital. Ces occupations ne sont évidemment pas appelées à décroître, mais, au contraire, à occuper une partie de plus en plus grande de notre vie ; quelques-unes sont et seront même en forte augmentation jusqu'à reléguer progressivement le service social, uniquement en temps bien entendu, à un rang équivalent à celui du service militaire actuel. Bien qu'il dépense une certaine énergie et même peut-être beaucoup, bien qu'il emploie souvent les mêmes instruments que ceux de l'ouvrier, de la dactylo, du musicien, du poète, du romancier, du peintre, du joueur de football, etc... l'amateur ne travaille pas, il ne se repose pas non plus, il n'est pas oisif, il satisfait une attirance et

AVAIL

par René MARLIN

quelquefois une passion pour une activité. Le professionnel lui, travaille pour une rétribution.

"Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front" la malédiction dont le créateur aurait accablé Adam et Eve et leurs successeurs en les chassant du paradis terrestre n'est plus admise. Quelques-uns en sont encore tellement imprégnés que dans un temps où, grâce à son ingéniosité, l'homme a réussi à se libérer en grande partie de sa tâche écrasante, ils voudraient faire travailler plus et plus longtemps. En temps d'abondance potentielle, ils prêchent l'austérité (pour les autres). Raymond Barre n'a jamais accepté la retraite à 60 ans dont il n'a pas voulu faire bénéficier les travailleurs. Pour François de Closets, le "toujours plus" ne s'applique pas, comme on pourrait le supposer, aux profiteurs, aux financiers, aux spéculateurs et autres parasites de la société, mais aux salariés qui ont arraché, par la lutte, quelques pauvres avantages. Il incite à travailler davantage (1). Il serait sûrement en accord avec ce dirigeant qui appréciait ainsi l'un de ses subordonnés : "Mauvais agent : prend tout son congé, part à l'heure".

Redoutable pouvoir que celui du supérieur dans le système défendu par de Closets de l'avancement au soi-disant "mérite". Il est sûr que les entreprises françaises seraient plus compétitives si l'on en revenait à la semaine de 72 heures, au travail des enfants, à l'absence de congé annuel, de salaire minimal et de couverture maladie. De Closets et autres de la Taille seraient heureux, sauf si ces mesures s'appliquaient à eux et aux leurs. Ils pourraient ainsi prétendre par un nouveau paradoxe dont ils sont si friands que plus le personnel travaillerait, plus les entreprises pourraient embaucher et créeraient des emplois. C'est ainsi, il est vrai, que les firmes nippones, malaises, de Hong-Kong et de Macao se débarrassent de leur chômage et l'exportent en Europe et en Amérique du Nord. Hélas, Messieurs, il faut croire que cette mentalité ne s'impose plus au Japon, en attendant d'autres pays, puisque le chômage commence à y apparaître.

Heureusement, car la concurrence acharnée qui mène à la guerre économique, puis à la guerre tout court, menacerait notre planète d'un holocauste, définitif celui-là.

A l'inverse, la réduction simultanée du temps de travail dans tous les pays s'est généralisée, progressivement, de fait. Non concertée, c'est dommage, car l'avenir est évidemment à des mesures sociales de cet ordre, aux plans européen et mondial, ce qui rétablirait des conditions équitables de rivalités tant que durera le régime capitaliste.

Même si nous ne discutons que du travail salarié ou obligé, la quantité requise par la production capitaliste en temps de progrès technique ne se déduit pas clairement des statistiques. Les statisticiens comparent des unités variables comme le nombre d'emplois au cours de longues périodes où la durée annuelle du travail a diminué considérablement. Ils manipulent des taux de production comprenant pêle-mêle des biens utiles, inutiles ou nuisibles de toutes sortes exprimés d'ailleurs en monnaies fluctuantes, rendues constantes de manière très discutable. La prétention des économistes à parler de la croissance au dixième pour cent prête à un énorme éclat de rire lorsque l'on sait comment cet indice est obtenu.

Les chronométreurs chargés, dans certains ateliers, de déterminer le temps nécessaire à la fabrication d'une pièce ou à son montage, savent bien qu'il ne faut pas confondre temps passé, activité réelle et efficacité maximale. Les comparaisons imprécises sont erronées, quelquefois volontairement, à l'exemple du nombre d'emplois "perdus" durant le passage au pouvoir de tels politiciens ou partis : avant et après la semaine de 39 heures, la retraite à 60 ans ou la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Les répercussions sont difficiles à saisir en raison des interactions de ces mesures l'une sur l'autre et de leurs effets plus ou moins différés. Dans son livre "La machine et le chômage" (2) auquel nous nous sommes déjà référés, Alfred Sauvy prétend rester objectif. Il n'en qualifie pas moins d'optimistes les économistes qui pensent que le progrès technique n'est pas forcément lié à une diminution globale du nombre d'emplois et pessimistes, les autres. Jugement a priori, contraire à toute démarche scientifique. Malgré sa référence, il ne réussit pas pour autant à donner nettement raison aux premiers sauf en France de 1896 à 1926 !

Si la quantité de travail dit manuel (il ne l'est jamais complètement) est difficile à mesurer, que dire du travail intellectuel ! : artistique, littéraire, philosophique, d'étude, etc... Quelques exemples montreront l'étendue immense des acceptions du mot travail et de ses dérivés. Le métal travaille, l'argent travaille, travailler son style, la fièvre travaille le malade, celui-ci est travaillé par le désir, cette femme qui accouche est dans la salle de travail, ce candidat a présenté un travail estimable, je travaille à perte, travailler les esprits, travailler une pâte, c'est un travailleur, un bourreau du travail, le travail au noir, etc... Si l'usage ne les avait point imposés, on souhaiterait que le même terme ne serve pas dans des sens aussi variés et gênants pour ceux qui, comme nous, cherchent à clarifier l'économie. Ce n'est donc, il faut l'admettre, que poussés par une envie de simplification abusive et sous la pression de syndicats archaïques, que les gouvernements ont fixé des règles

trop générales sur la durée hebdomadaire du travail et l'âge de la retraite notamment.

L'unité légale d'énergie, de travail et de quantité de chaleur n'est pas par hasard la même : le joule. C'est le travail produit par une force de 1 newton : unité de force à 1 kilogramme force sur 9,81 dont le point d'application se déplace de 1 m (unité de longueur) dans la direction de la force.

Selon le principe que tout produit résulte du travail, il est tentant de proposer l'utilisation de cette unité comme monnaie pour les échanges et la mesure de la valeur, cela aurait le mérite de soustraire l'unité aux variations inadmissibles constatées actuellement. Mais il faudrait pour cela sortir du système financier actuel.

Il conviendrait aussi de trouver un équivalent économique entre la matière et l'énergie. En 1827, le baron Dupin avait déjà envisagé de mesurer la puissance des nations suivant le barème curieux : 1 homme = 1 âne, 1 cheval = 7 hommes.

"Vu dans son temps, écrit A. Sauvy à ce sujet (3), ce compte n'est pas plus extravagant que certaines de nos opérations contemporaines de comptabilité nationale. Il a, au moins, le mérite d'échapper aux comptes monétaires et de confirmer l'idée de multiplication du pouvoir de l'homme..." ajoute-t-il, avec notre assentiment.

Il faudrait effectivement noter que la puissance moyenne de l'homme estimée à 75 watts (75 joules par seconde) en l'absence de toute aide, a été multipliée par 2 en 1875, 4 en 1901, 8 en 1914, 80 en 1935 et 460 aujourd'hui dans les pays industrialisés. Ainsi, le rendement du travail humain s'est-il accru suivant une courbe exponentielle grâce aux esclaves automatiques mis à sa disposition en raison de l'apport des sciences et des techniques. Il ne faut pas l'oublier lorsqu'on juge des possibilités d'instauration d'une économie distributive. Ce qui était socialisme utopique du temps de Fourier, de Babeuf et même de Marx est devenu un socialisme réaliste à présent.

Le travail serait-il donc une source de satisfaction ? Oui, pour ceux qui ont un emploi gratifiant, non pour les autres ; oui pour ceux qui le recherchent, non pour ceux qui le subissent et ils sont très nombreux. Il est exact que c'est un "statut social" reconnu comme tel par qui l'a divinisé ; mais s'il l'est, c'est seulement dans la mesure où il reste nécessaire. S'il devient un moyen de domination, il faut le réprouver. Il est vrai que c'est un moyen d'accès aux connaissances et d'expression personnelle, mais le loisir choisi l'est également et même davantage. Pensons aux écrivains, aux médecins, aux chercheurs... mais aussi aux balayeurs, aux éboueurs, aux vidangeurs, etc... La perte de l'emploi est en tout cas une tragédie pour la plupart de ceux qui en sont victimes dans ce régime.

Ce qui fait que la production ne distribue plus le pouvoir d'achat nécessaire à son écoulement avec pour conséquences le chômage, le racisme, la course aux armements classiques et atomiques, le terrorisme, etc... c'est donc bien que la quantité de travail de toutes les sortes, physique ou intellectuel, mais seulement de travail humain obligé ou salarié diminue, à cause de l'assistance automatique dont nous venons de parler. Qu'on ne nous objecte plus que cette constatation est démobilisante, amorale et dangereuse pour l'économie nationale et pour l'individu. C'est une réalité, plutôt réjouissante. Qu'on ne confonde plus le travail obligé avec le travail choisi. L'épuisement et l'abrutissement, la culture et l'enrichissement des facultés peuvent résulter de l'un et de l'autre, mais si le premier est rude et pénible, le travailleur ne peut pas, dans la plupart des cas, s'y soustraire ; alors qu'il devrait pouvoir opter à son gré, ou presque, pour l'agrément de l'autre.

---

(1) Emissions TV "L'enjeu" TF1, jeudi 14 mai et radio "Ecran total" France Inter du vendredi 15 mai.
(2) Dunod, 1986.
(3) Voir l'ouvrage cité ci-dessus.

Dans notre XXe siècle, un homme ne trouve du travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine...

Puisque, de tout temps, les privilégiés ont vécu du travail des "autres", pourquoi les "autres" ne pourraient-ils pas vivre du travail des machines ?

Non seulement le plein-emploi n'est plus nécessaire, mais il est devenu impossible à l'ère des robots. C'est donc le plein-emploi des machines que nous devons réclamer et le MAXIMUM VITAL en tant que revenu gagé sur la PRODUCTION MAXIMALE des machines.

***Jacques DUBOIN** (Les yeux ouverts)*

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la "Grande Relève")

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
vous fait parvenir par chèque (postal, bancaire) ou mandat la somme de ..... Francs
pour ..... abonnement (s) à la "Grande Relève"

LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
(C.C.P. 13402.39 M Paris)

L'ETERNEL REDRESSEMENT ECONOMIQUE

par A. JACQUEL

A Paris, des milliers de pauvres gens vivotent dans les rues ou sous les ponts. Quinze mille — trente mille selon certains — vivent en clochards. Des bouches de métro restent ouvertes la nuit afin d'accueillir ces nouveaux pauvres qui, tels des rats, sont tout heureux de pouvoir s'y enfiler et dormir dans les souterrains. Le cardinal Lustiger, lui, laisse certaines églises ouvertes la nuit pour que d'autres sans-logis trouvent abri. Des appels à la générosité publique sont lancés pour aider les "soupes populaires" et éviter ainsi de voir des cadavres étendus dans les rues comme à Calcutta.

Mais pendant ce temps, le ministre de l'Economie et des Finances fait descendre la subvention accordée à l'Armée du Salut de 12 à 7 millions. Et comme cela fait du bruit, un de ces messieurs du ministère est dépêché pour venir déclarer à la télévision à l'adresse de l'Armée du Salut : "Soyez tranquille, rien ne vous manquera, on veillera sur vous". Belles paroles, comme toujours, quand la colère gronde.

En 1946, me trouvant à Alger, pour la première fois de ma vie, je voyais des hommes passer leur nuit allongés sur les trottoirs comme des bêtes. Ça m'avait écœuré et scandalisé. Alger, département français ! Mais nous étions en Afrique. Et certainement que mieux traiter les Arabes eut été aller à l'encontre de l'économie des colons ! Jamais, ô grand jamais, je n'aurais supposé qu'un jour,après des lustres et des lustres de progrès social, technique, médical, scientifique, d'instruction obligatoire, pareil spectacle s'offrirait à mes yeux sur le sol de notre riche et glorieuse patrie, la France !

Le plus étonnant dans tout cela, c'est que les affaires en Bourse n'ont jamais été si brillantes. Si les pauvres s'appauvrissent, par contre les riches, eux, s'enrichissent. Le libéralisme a quelque chose de bon ! Jamais la vente des bijoux et des œuvres d'art n'a été si florissante et jamais les femmes de nos bourgeois n'ont porté de si belles toilettes. Non plus, jamais vu les restaurants de luxe si pleins. Jamais il n'a été vendu tant de yachts et de "grosses cylindrées". Jamais les multinationales n'ont fait tant de bénéfices qu'en 1986.

Jamais non plus notre armée n'a été tant chérie. Nous avons les sous-marins les plus performants du monde, les chars d'assaut les plus modernes (le coût de l'un d'eux permettrait de subventionner les restaurants du cœur pendant des années et des années mais ça on ne veut pas le savoir !). Un avion de combat — un vrai joyau — qu'un simple obus peut réduire en miettes en moins d'une minute coûte, lui, 30 milliards. La France est la 3e nation militaire du monde et la première — par habitant — dans la vente d'armes à l'étranger (heureusement, sans cette vente, où en serait notre économie ?).

Si on en croit nos Chirac, Toubon, Balladur et consorts, nous sommes acculés à la ruine si les ouvriers viennent troubler le "redressement économique". Ce fameux redressement, j'en ai entendu parler depuis mon enfance ! Depuis, il ne s'est en effet pas passé un mois, même pendant toute la durée du gaullisme, sans qu'un journal n'ait déclamé la nécessité d'un "redressement économique" ! Consultez vos vieux journaux !

Mais l'habileté de nos dirigeants n'aura jamais été si grande pour nous faire avaler des couleuvres et faire prendre des vessies pour des lanternes. Au point que même les partis de gauche en sont intimidés dans leur audace. S'il s'agit du chômage par exemple, on n'ose prendre d'engagement décisif alors que le simple bon sens dicte la réduction des heures de travail. Avant la venue du Front Populaire on pouvait lire sur une affiche : "La semaine de 40 heures, c'est encore plus de chômage !". La première chose que fit le Front Populaire arrivé au pouvoir fut d'instaurer immédiatement la semaine de 40 heures — 8 heures de moins d'un seul coup plus 2 semaines de congés payés. Et le chômage fut éliminé illico. Aujourd'hui, on passe tout cela sous silence. Et cinquante ans après, on n'a réussi à faire baisser la semaine que d'une heure. On rétorque que le chômage est dû non à l'automatisation et aux robots mais à la situation internationale, puisque pour fabriquer des robots il faut des hommes !

Alors si les robots et la mécanisation poussée n'enrichissent pas l'entreprise en supprimant la main-d'œuvre, pourquoi l'automatisation ? Travailler moins et gagner autant et l'équilibre serait rétabli !

Ce qui n'a pas chômé, c'est la capacité, l'avidité au gain des forts au détriment des petits... Rendre la vie plus belle, plus facile, améliorer le sort des hommes est loin de la pensée de nos gouvernants qui n'ont en vue que la prospérité des grands fortunés. Pour cela, on tire sur tout, on éponge tout ce qui est épongeable, on gratte sur tout ce qui peut être gratté. On épluche tout. Pour avoir des sous, on pousse la mesquinerie jusqu'à supprimer la franchise postale dans l'envoi des feuilles de maladie à la Sécu ! On se met de nouveau à penser à la rentabilité du non-port de la ceinture de sécurité (hélas, malgré les hurlements à la radio pour presser les gendarmes à redoubler de vigilance, ceux-ci ont l'air de bouder malgré l'appel !).

A propos de contraventions juteuses, ne pourrait-on pas instituer l'obligation de porter un pardessus en hiver contre la congestion mortelle et un chapeau en été contre les insolations, et une forte amende à tout contrevenant ? La mort coûte à l'Etat, paraît-il. Alors ? Il y a là une belle mine à exploiter, et gros à gagner ! Mon idée va dans le sens du "redressement économique" !

CUBA : 1 MEDECIN POUR 500 HABITANTS

par Michel DUQUAY

Dans son livre "Les Affranchis de l'An 2000", Marie-Louise Duboin imagine ce que pourraient être la médecine et l'organisation des services de santé dans un pays ayant opté pour l'économie distributive. Un reportage d'un envoyé spécial à Cuba, le Docteur Noelli de Luna, effectué pour le "Quotidien du Médecin" (1), répond partiellement à ces préoccupations au sujet de la santé. Cet article intitulé "Pour les Cubains, la santé n'a pas de prix" est, je le répète, publié par le journal "Le Quotidien du Médecin" financé par la publicité pharmaceutique, diffusé chaque jour aux médecins par abonnements, et ce journal de droite n'est pas suspect de sympathie pour les démocraties populaires.

Voici des extraits de l'article :

"Cuba, avec une population de 10 000 000 d'habitants, compte 20 000 médecins, soit un médecin pour 500 cubains. Le coût de la santé et de 80 pesos par personne et par an contre 56,3 en 1983 et 3 pesos en 1958. Le budget de la santé représente 7,5 % du budget national. Chaque habitant consulte un peu plus de quatre fois par an, six si l'on compte les consultations de stomatologie. La femme enceinte bénéficie de douze consultations réparties pendant les neuf mois de grossesse et 98,8 % d'entre elles accouchent en milieu hospitalier. Il y a 53 000 lits à l'hôpital contre 28 000 en 1958. Ces lits sont répartis dans 276 hôpitaux, 414 polycliniques et 149 cliniques stomatologiques. La progression du nombre d'étudiants en médecine est impressionnante : 5 787 en 1976, 11 056 en 1979, 17 308 en 1982, 23 179 en 1985. L'objectif est d'atteindre 60 000 médecins en l'an 2000, soit 1 médecin pour 166 habitants (à titre indicatif, il y a en France 1 généraliste pour 1 145 habitants en moyenne). "Avant 1958, il y avait 6 000 médecins à Cuba, dont la moitié ont émigré lors de la révolution castriste. Il reste une cinquantaine de médecins et une centaine de stomatologues d'avant 1958 qui continuent à pratiquer en exercice libéral".

Le gouvernement castriste est en train de réaliser ce que diffuse son slogan : "faire de Cuba une puissance médicale : système de soins gratuits et modernes, médecins à haut niveau de connaissance, équipements et matériels de pointe. La sélection est extrêmement sévère pour le recrutement des médecins. Le candidat doit avoir obtenu une moyenne générale de 90/100 dans toutes les disciplines et pendant toute la durée des études secondaires et il subit alors des tests d'aptitude à la profession.

A Cuba, les soins sont gratuits mais les médicaments sont par contre payants, vendus à prix dérisoires car subventionnés par le Ministère de la Santé".

Alors que le Gouvernement français, à l'heure actuelle, fait tout son possible pour sous-qualifier les généralistes en leur supprimant l'internat, ce qui provoque d'ailleurs un grave conflit, Cuba vient d'instituer un diplôme de spécialiste en médecine générale obtenu avec 3 ans supplémentaires d'études après un stage de 2 ans dans un poste de généraliste attaché à une région défavorisée. "Actuellement les généralistes cubains gagnent 300 pesos par mois, le SMIC étant de 100 pesos par mois". Cela donne donc un salaire de 4 659 F x 3 = 13 977 F". Les nouveaux généralistes spécialisés, intitulés "médecins de famille" vont gagner 400 pesos mensuels. Les professeurs de faculté et les chefs de service des hôpitaux centraux reçoivent 800 pesos par mois. Le rythme de travail à Cuba est de 5 jours la première semaine, 6 jours la semaine suivante. Le chômage n'y existe pas et les travailleurs sont des salariés de l'Etat, sauf les agriculteurs qui travaillent le plus souvent en coopératives. Le médecin généraliste a ses consultations le matin de 8 h 30 à 12 h30-13 h et ses visites l'après-midi jusqu'à 16-17 h. Il dispose d'un local avec un équipement de base, il est aidé par une infirmière à plein temps et a la charge de former un stagiaire. Le local est situé à l'intérieur d'un périmètre de 5 à 700 habitants (120 familles) dont le médecin est responsable. Les malades ont le droit de faire appel à un autre médecin. Le médecin doit en outre jouer un rôle d'éducateur sanitaire.

Ainsi toute personne n'ayant pas consulté durant un an reçoit la visite à domicile du médecin. Dans ce pays, gros producteur de canne à sucre et de tabac, les deux facteurs de risques les plus préoccupants sont le tabagisme et l'obésité.

Les nourrissons doivent subir un examen une fois par semaine jusqu'à l'âge de 3 mois, puis une fois par quinzaine jusqu'à 6 mois, puis une fois par mois jusqu'à un an.

Chaque hôpital régional a en charge entre 15 000 et 30 000 habitants et offre des consultations de spécialistes. Il a en charge la médecine de nuit et du dimanche, les gardes étant assurées par roulement par les généralistes.

La médecine cubaine a à son actif 20 greffes du cœur (15 survivants), 3 greffes du foie (1 survivant), 1 greffe cœur-poumons, 1 bébé fivette. La lithotripsie (pulvérisation des calculs du rein et du foie par ultra-sons) est pratiquée. Les hôpitaux centraux possèdent des scanners et des RMN.

Une clinique de luxe (la clinique Cira Garcia) de haut niveau technologique, reçoit les malades étrangers qui paient en devises. Cette clinique soigne notamment les patients atteints de vitiligo à l'aide d'extraits placentaires (le vitiligo est une dépigmentation de la peau qui peut atteindre le visage et provoquer des dépressions nerveuses. Cette affection n'est pas traitée en France)".

Il me semblait utile d'apporter ces précisions concernant le système de santé en vigueur à Cuba, au moment même ou en France, les médicaments sont de moins en moins remboursés, de même que certains soins ou appareils, et où les généralistes sont moins bien informés.

Sans tomber dans un excès de crédulité, on peut signaler un progrès dans le domaine de la santé à Cuba et une régression en France.

On ne peut avoir en même temps une sécurité sociale correcte, une élévation du niveau de santé, l'absence de chômage et voter 487 milliards pour la course effrénée aux armements.

(1) N° 3829, jeudi 2 avril 1987, p. 26 et 27).

bien

(basic income european network)

Dans le cadre de ces pages que nous réservons depuis quelques numéros à l'association internationale pour le revenu garanti (créée en septembre dernier par des représentants de 14 pays européens) nous avons publié la traduction française de plusieurs interventions au Congrès de Louvain-la-Neuve. Celle de G. Fragnière, dans notre numéro de Mai, a donné à P. Vila l'envie de poursuivre la discussion en s'adressant dans nos colonnes à son auteur. Nous prions nos lecteurs qui ne lisent pas l'anglais de nous excuser de publier dans cette langue sa lettre ouverte. Mais si, comme nous l'espérons, elle nous vaut des réponses de la part des membres de B.I.E.N. (dont la langue de travail est l'anglais), nous publierons la traduction du débat ainsi engagé.

Dear Mr Fragniere,

Thank you for your concise proposals about B.I.(basic income), published in French in "la Grande Relève", May 1987. You aptly correct the stillkeeping opinion which tends to belittle B.I.as another social charity. All French abondantists must realize the importance of your program.

We hope and try to convince our fellow-citizen that the sources of economic crises lie beyond the orthodox descriptions of the "statu-quo" policy-makers, be they on the side of liberal or state capitalism. The main contradiction in their theories is that they restrict the right to consume to wage position owners only, while economic progress inevitably reduces the number of these positions.

Our zero-order information channels keep people's minds on the social disputes and crimes without looking for the roots of the crisis.

At expert's level an opinion smear is still prevalent against the so necessary B.I.

What could be done here and now about it?

We need firstly to inform all European people of goodwill to start with in this journal.

Secondly we should prepare practical reforms, constitutional and legislative, towards a B.I. system.

In this perpective I am taking the liberty to comment on your arguments and to venture a few suggestions.

1. Prices

You want to put forward a natural price value for goods and services, to be based on wealth creation. It is effectively the sole fair criterion, known only at the instant of exchange. Thinking about resources, man does not create wealth; he merely draws into the (exhaustible) world's supply. Less this wealth-tapping process requires labour, the more valuable it is.

From the point of view of the orthodox "demand and supply" statics of exchange, the trouble with economic modernization is that it amplifies too rapidly our outputs: financial speculation itself becomes disoriented..

This has created as many different sub-crises with different phase-lags as there are nations with various traditions, social assets and economic links.

Hence the ever-mistaken predictions of our orthodox economists. One key element forgotten in their equations is the distinction you make between the real value of the wealth created by a given operation, and the financial sum allowed by the banking system to represent it. This difference is just recently suggested in the traditional French press (C. de Boissieu, le Monde, 26 May 1987): in fact the two sums never coincide. They remained almost similar in old times of stagnant scarcity; they now differ widely, as the banks fiddle more and more with money creation; internal checks on their accounts remain impossible except for deposit accounts, as banks branch into one another to form a world monopoly that keeps quiet and serves no other interest than theirs. The effect of this monopoly on the Debt of nations was nicknamed in the early 1920's by Major H.C. Douglas in England as the "A+B" theorem of money creation, and can be summarized as follows: when lending you a sum of money for the value A the bank makes you sign an agreement that you will repay in due time the value A+B. Your operation may yield more than this value in production, but to find the money sum B you must take it from other pockets, in fact from another bank loan. Generalizing this to nations shows how the bank monopoly holds an advantage on entrepreneurs and nations. Since Philippe Auguste, our states have been in growing debts to banking institutions and State powers protect the money power in exchange of easier terms for settling this Debt. Recent rebellion against this rule have caused Napoleon's fall, and the short-lived break from IMF engagements by De Gaulle in 1962.

The last twenty years have seen a dangerous rise of world-scale financial rings which openly operate over the heads of government "authorities".

2. Wages

In your second point you turn to the consequences of the "bankism" on employment. The orthodox schoolmasters have extended to wage values the market demand-and-supply rule. Keynes's equations oversimplified the problem by assuming "quasi-full" employment; however the last twenty years of econometry results invalidate these models totally. Your argument on prices and the above discussion confirm the economic necessity to dissociate the human right to consume from jobs. In our economies of surpluses it should be another fundamental right of individuals to feel free from the tyranny of want, or of administrative-employee statute, reminders of feudal inefficiency.

Looking more economically at the work function of people we need to evaluate the real credit increment of employed service, as different from the bank credit evaluation. If it became no longer a moral duty to hold a job we could end with the sordid indulgence of employment on social charity grounds and with all the distortions which paralyse our Social Service reformers. Medical institutions suffer from the contradiction of money power versus begging-for-help of a growing

mass of penniless customers, again more acute with the medical progress. Real welfare will become, with education, a bigger challenge than Steel or chemicals per se.

3. Social aspect of B.I.

The only nationalised services modern states need are those of Credit, which would record the real economic wealth aggregates and manage individual accounts on the basis of B.I., under the same principles as the INSEE description, but with more transparency than in the actual French system where statistics and individual accounts ignore one another.

Our liberals were justified in 1982-1984 to demand proper evaluation of costs in the French State enterprises, but, now, their policies oriented on financial profits has in reverse advantaged private speculation and they must turn back to less anti-social measures or will soon be outvoted. Party politics simply occult the need for much more fundamental reforms such as B.I.

Since the last eighteen months the world financial circuits have been visibly disturbed. Their unlimited control on credit, money circulation and foreign exchange started to go wild, leaving larger and larger place to high-risk speculation, another kind of concurrence-extenuating war. The steady orchestration of harvest and distribution of the real production crop gave way to barter practices between producers and to some characteristics frauds. So far the Japanese authorities seem to have resisted these swindles the best, Americans and British the worst. Are times ripe for banker's repentance?

On your points 4 and 5 one cannot but fully agree. It is consumable production that money should reflect and follow through its many circuits, not the other way round, production to be waiting on money warden's goodwill; for this representation to be true we should cancel the equivalent credit sum at the final stage of consumption. Would then the sum of credit gains of all operators represent the whole country assets? No, because real credits amounts to much more than the present performance of the system. We should be able to add to it the value of useful potentially available production and the not-yet developed resources on a yearly extrapolation basis weighted by tendency indicators.

Further, for a given population real credit increases with internal solidarity, education and production-oriented research. Here the time factors need investigation, questions more strategic than the parameters of the weapon's race.

This introduces new unknowns like the value of creativity, energy and social well-beeing of our fellow citizen. All qualities very far from the beating-up and mutual extorsion features still required in the present money-power system.

The sharing of a basic income among all human beings of a country is the simplest social justice and the best self-regulator of the economy. Those citizen with productive incomes are nowadays the privileged class, lucky enough to hold the favourable conditions that only a few well-informed teachers can detect when interviewing would-be workers, but that nobody can precisely foresee. All human beings are consumers (not all require the same consumption: none of the essentials of daily Burundi life coincide with Dutch necessities); but everywhere people need more and more education, self-formation, research and social amenities which are not immediately productive. Our successes of to-morrow lie in our present education system, otherwise a basic income might not appear in France although its basic principle were proposed fifty years ago by Senator Jacques Duboin.

Unfortunately, militancy of a few and qualitative descriptions are not enough to dissipate the horizon. The chance of our EEC nations lies in mutual clarity about their respective situations, their differences and in their steadiness in negociation; painful first steps on the road to evolutive democracy. At least these negociations have prevented the stupidity of ever-exporting surpluses, deficits and unfair deals. Europe now means much more than steel, wheat, services and ECU transactions.

You conclude by an appeal to hold the challenge and to start a B.I.E.N. concertation. While I think we all agree about it basically, I feel this plan still needs protection, much more than "our" gold reserves. Defence of such a reform should be carefully organized everywhere; can we hope for a tidal-wave success storming all our countries together, or is inter-nation tactics more likely to win?

The avenues of "power" are no longer on barricades; neither in bourgeois drawing rooms or ministry offices. They are in a clearer appreciation of the people for rights, justice and love. The mediatico-political entertainement of our present commercial culture maintain too cloudy an atmosphere around the tribal "faits divers" of our political "class". For a millenary, imperialist feuds have decimated our ancestors youth at every generation. Let us not run for scapegoats but realize that for the last two centuries finance power has successfully checked any attempt to do without its rule; it invested in turn every leading nation, France at the close of the eighteen's century, England throughout the nineteen'sth, the USA since. It has led them through economic imbalance in moral decline and political backwardness. The Japanese authorities seem to sense the danger of opening their currency channels to the great creditmongers (recent information suggests however that they are giving up through the blind computer-transactionite, and suffer moral obligations to respect their proletarian workers while holding out the pressure of their esclavagist satellites).

Here in B.I.E.N. circles we should prepare a program with securities from Bank-monopoly-retaliation. The risk that the Cities of London and Frankfort might yield to overseas operators seems to me no less a menace as the Soviet KGB and armies over here.

Be it one country at a time or all together, we need planning quantitatively the various scenarios of B.I. and we must prepare a careful strategy to implement it.

It remains our best hope to emerge out of this economic World War.

Paul Vila

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots fabriquent pour **tous.**

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :.

l'économie distributive

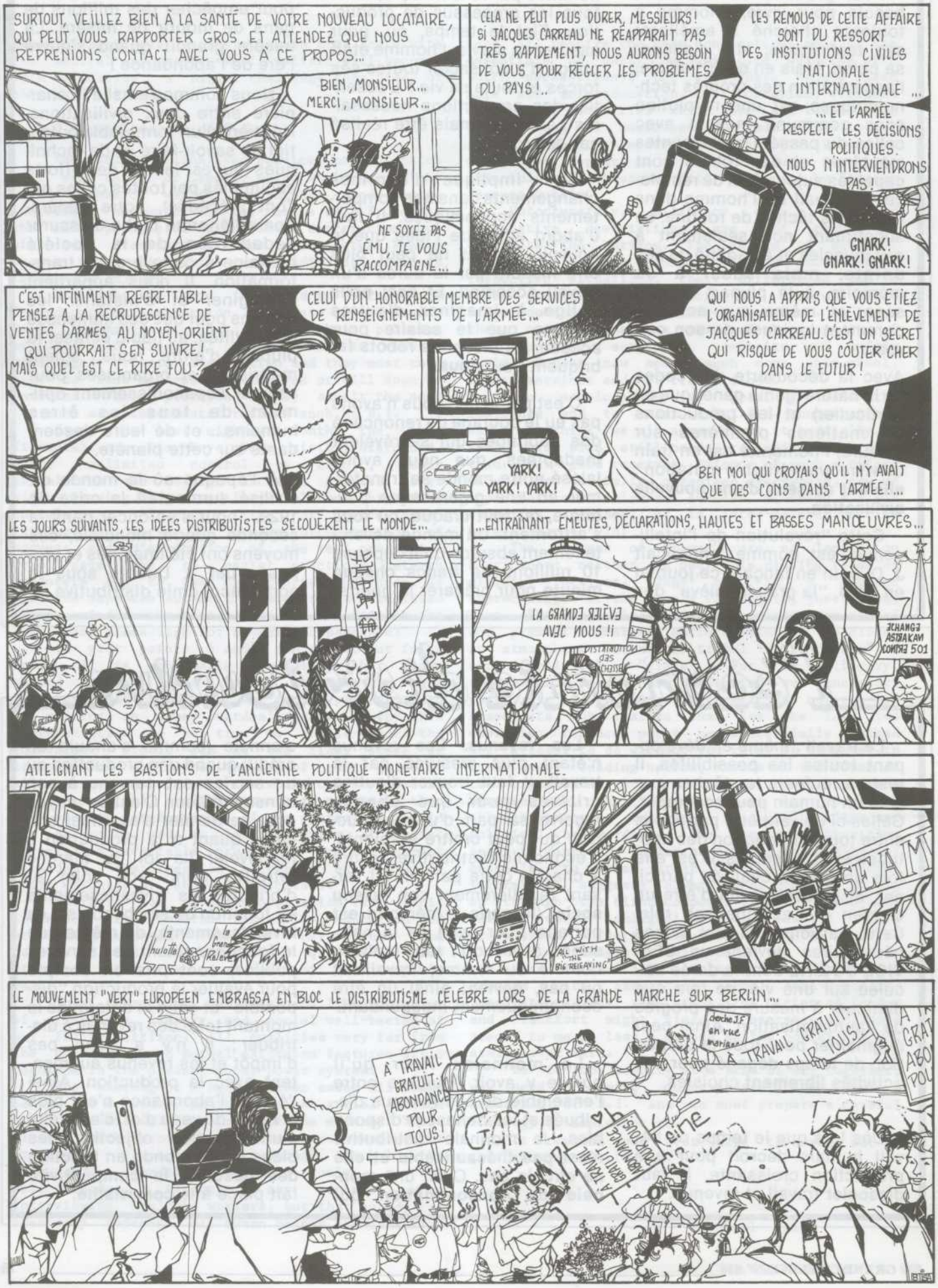
Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir,** celui de participer, et un **droit,** celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus. Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins. Les **investissements,** de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins,** la **compétitivité** fait place à la **convivialité.**

PAS DE PANIQUE !

scénario : gédé **dessin : isa python**

La suite des aventures de Théodore, fils de faux-monnayeur, contées par sa petite sœur, Anne-Sophie